« Après les attentats, les similitudes entre les discours de Hollande et de Bush en 2001 » - Le Monde | 17.11.2015, Par William Audureau

Trois jours après les attaques meurtrières qui ont fait 129 morts et 352 blessés à Paris et Saint-Denis, François Hollande a prononcé, le 16 novembre devant le Congrès, un discours aux tonalités martiales et à l'orientation politique sécuritaire. Celui-ci n'est pas sans rappeler celui qu'avait tenu le président américain George W. Bush, le 20 septembre, devant le Congrès américain, un peu plus d'une semaine après les attaques du 11 septembre qui avaient coûté la vie à 2985 personnes.

Le pays « en guerre »

Sur la forme, le discours de François Hollande est fait d'un même moule patriotique que ceux de George W. Bush à l'époque, jusque dans son analyse des mobiles terroristes. L'« armée djihadiste qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que nous sommes la patrie des droits de l'homme » fait ainsi écho aux terroristes qui avaient « attaqué l'Amérique parce que nous sommes la maison et les défenseurs de la liberté ».

Un même ton belliqueux rapproche le discours des présidents français et américain. Le 20 septembre 2001, ce dernier avait employé quatorze fois le terme « guerre », et la formule « nous sommes en guerre contre la terreur » avait fait date. Plus de 14 ans plus tard, le même mot est revenu treize fois dans la bouche du président français, pour qui la France « est en guerre ».

Des discours accompagnés de faits : le 20 septembre 2001, George W. Bush annonçait qu'il avait mobilisé son armée, et le 7 octobre, moins d'un mois après les attentats du 11-septembre, les forces américaines et britanniques bombardaient l'Afghanistan. François Hollande, à la veille de son discours, a pour sa part déjà ordonné le bombardement de camps militaires de l'Etat islamique à Rakka, en Syrie, et un nouveau raid a eu lieu le lundi 16 novembre dans la nuit.

Appel à la solidarité internationale

Dans les deux discours, les dirigeants des puissances attaquées en appellent à la solidarité internationale, mais le ton adopté n'est pas le même. Le président américain n'hésite à pas à employer le ton de la menace : « Nous poursuivrons les nations qui fournissent de l'aide ou de la protection au terrorisme. Chaque nation, dans chaque région, a maintenant une décision à prendre. Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes. »

François Hollande cherche, lui, davantage à convaincre de la nécessité de cette réaction internationale : « Depuis le début de l'année, l'armée terroriste de Daech [l'acronyme arabe de l'Etat islamique] a notamment frappé à Paris, au Danemark, en Tunisie, en Egypte, au Liban, au Koweït, en Arabie saoudite, en Turquie, en Libye. Elle massacre chaque jour et opprime des populations. C'est la raison pour laquelle la nécessité de détruire Daech constitue un sujet qui concerne toute la communauté internationale. J'ai donc demandé au Conseil de sécurité de se réunir dans les meilleurs délais pour adopter une résolution marquant cette volonté commune de lutter contre le terrorisme. »

Le président français est par ailleurs contraint par les circonstances à réviser sa position par rapport à la Russie dans le dossier syrien. « En Syrie, nous cherchons inlassablement une solution politique dans laquelle Bachar [Al-Assad, le président syrien] ne peut constituer l'issue. Mais notre ennemi en Syrie, c'est Daech », a avancé pour la première fois le président français, tout en appelant à une coalition intégrant la Russie.

Réforme de l'antiterrorisme

Sur le plan intérieur, le discours tenu par le président français marque un virage sécuritaire, comme celui de Bush en 2001. Difficile pour autant de le comparer au Patriot Act : cette loi antiterroriste d'envergure, qui a marqué l'Amérique post 11-Septembre, n'existe pas encore lorsque le président américain prend la parole le 20 du mois.

Mais le discours de George W. Bush annonce déjà un vaste chantier législatif aux fins de lutte contre le terrorisme, comportant notamment la création d'un Bureau de la Sécurité Intérieure. « Nous allons mettre nos forces en commun pour renforcer nos capacités de renseignement pour connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et les trouver avant qu'ils ne frappent », prévenait alors George W. Bush sans davantage de détails.

A l'inverse des Etats-Unis, le cadre de la lutte contre le terrorisme a déjà été largement réformé en France, notamment par deux lois sur le terrorisme et une loi sur le renseignement. Les mesures annoncées par François Hollande « compléteront » donc l'arsenal déjà disponible, au lieu de le chambouler.

Tout en annonçant plusieurs mesures de renforcement de la sécurité, comme l'embauche d'officiers de police et de gendarmerie, ou la déchéance de nationalité pour des personnes nées françaises, François Hollande a tenu à marquer son attachement au respect de l'Etat de droit, dans un contexte où la loi de renseignement a été très critiquée par la presse pour son caractère liberticide.

« Le gouvernement, dans un esprit d'unité nationale, va saisir le Conseil d'Etat pour vérifier la conformité des propositions sur la surveillance des personnes fichées "S". Cet avis sera rendu public et j'en tirerai toutes les conclusions nécessaires », a-t-il ainsi prévenu, affichant ici une précaution qui n'apparaît nulle part dans la rhétorique bushiste. Il a également évoqué la fin de l'état d'urgence au-delà de sa prorogation exceptionnelle de trois mois en cas d'accord de l'Assemblée.